



Mardi 30 juillet 2024



Algérie-Libye: signature d'un protocole d'entente entre l'ENTP et une filiale de la NOC

Un protocole d'entente (MoU) a été signé, lundi à Alger, entre l'Entreprise nationale des travaux pétroliers (ENTP), filiale de Sonatrach, et la National oil wells drilling & workover company (NWD), filiale de l'entreprise libyenne National oil company (NOC), visant la mise à disposition par la partie algérienne d'appareils de forage et de workover, ainsi que de services de maintenance et de formation, a indiqué Sonatrach dans un communiqué.

Le document a été paraphé par les PDG de l'ENTP et de la NWD, en présence du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, et du président de la NOC, Farhat Omar Bin Qaddara, a fait savoir la même source.

Ce protocole d'entente a été signé en marge d'une réunion organisée dans le cadre de la visite d'une délégation de la NOC en Algérie, du 29 au 31 juillet, sur invitation de la direction générale de Sonatrach.

Tenue au siège de la direction générale du groupe, cette réunion fait suite à une autre réunion tenue par visioconférence entre les équipes de Sonatrach et de la NOC pour la mise en place d'un comité de pilotage et de sous-comités techniques dédiés à chaque thématique.

Cette seconde réunion organisée à Alger a permis aux deux parties "la mise en place d'un planning des actions à entreprendre concernant les différentes thématiques

identifiées dans le protocole d'accord signé entre les deux parties en février 2022 et son avenant signé en janvier 2024".

Ainsi, le comité technique mis en place par les deux parties examinera la possibilité d'une collaboration entre les filiales de Sonatrach et de la NOC dans le domaine du forage, de la géophysique, de l'intervention sur puits, de la stimulation et de la construction, souligne le communiqué.

Pour rappel, le PDG de Sonatrach et le président de la NOC avaient signé le 14 janvier dernier un avenant au protocole d'accord conclu entre les deux parties en février 2022.

"Cet avenant venait enrichir les axes de partenariat arrêtés entre les deux entreprises en intégrant de nouveaux domaines de coopération, notamment dans l'exploration et développement des ressources pétrolières et gazières, les projets d'énergie renouvelable, les services pétroliers (géophysique, forage, stimulation, construction) et enfin, la formation, l'échange d'expérience et le transfert de connaissances", explique le document.

A noter que durant sa visite en Algérie, la délégation de la NOC Libye se rendra au niveau du laboratoire de recherche de l'Institut algérien du pétrole (IAP).



Boughali reçu par le président tunisien

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a été reçu lundi à Tunis (Tunisie), par le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, indique un communiqué de l'Assemblée.

Lors de la rencontre "le Président Kaïs Saïed a évoqué les liens de fraternité entre les deux pays et peuples, les relations privilégiées unissant les deux dirigeants, particulièrement le haut degré de coordination l'unissant avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", ajoute le communiqué.

Dans ce contexte, le président tunisien a salué les conclusions de la rencontre du Sommet tripartite Algérie-Tunisie-Libye, passant en revue "l'histoire commune, le présent exceptionnel et l'avenir prometteur" entre l'Algérie et la Tunisie.

Aussi, a-t-il exprimé sa satisfaction de "la convergence de vues entre les deux pays, notamment en ce qui concerne la cause palestinienne centrale et ce que subit le peuple palestinien victime d'une agression barbare, comme massacres et crimes au vu et au su du monde entier".

Il est également revenu sur les défis auxquels les deux pays et la région sont confrontés, affirmant que "le destin commun fait que la sécurité de la Tunisie est tributaire de celle de l'Algérie et vice versa".

Il s'est également félicité des étapes franchies par les deux pays pour "la relance des relations, notamment économiques, appelées à se hisser au niveau de l'entente et des relations politiques".

De son côté, M. Boughali a transmis au Président tunisien "les salutations de son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui porte tout le respect pour la Tunisie et pour le Président Kaïs Saïed", félicitant le peuple tunisien à l'occasion de la 67e fête de la République, lui souhaitant davantage de progrès, de prospérité et de stabilité.

Dans le même contexte, M. Boughali a relevé que sa visite en Tunisie et sa rencontre avec le président de l'Assemblée tunisienne des représentants du peuple (ARP), M. Ibrahim Bouderbala, "témoignent des bonnes relations parlementaires qui, en effet, reflètent la coordination et la coopération existantes entre les directions des deux pays".

Il a également passé en revue les principaux points évoqués avec M. Bouderbala, qui s'inscrivent tous "au cœur des intérêts des deux pays", mettant en avant l'aspiration des deux parties à "l'activation davantage de relations et partenariats économiques pour être au diapason de l'entente qui existe entre les Présidents des deux pays".

S'exprimant à la presse à l'issue de la rencontre, M. Boughali a présenté ses "remerciements au Président Kaïs Saïed et aux frères à l'Assemblée tunisienne des représentants du peuple pour leur hospitalité", affichant sa "satisfaction du niveau des relations privilégiées" entre les deux pays, tout en souhaitant à la Tunisie, pays frère, "le succès et la réussite pour l'élection Présidentielle prévue le mois d'octobre prochain", lit-on dans le communiqué de la chambre basse du Parlement.



La valeur des produits alimentaires exportés a atteint près de 400 mns USD en 2023.

La Directrice centrale du suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Farah Mekideche, a indiqué que la valeur des exportations algériennes des produits alimentaires avait atteint, en 2023, près de 400 millions USD.

Intervenant sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, la responsable a fait savoir que "l'Algérie avait exporté l'équivalent de 397 millions USD de produits alimentaires, au cours de l'année écoulée", et ce grâce à "la nouvelle politique nationale qui soutient l'investissement dans des secteurs, autrefois dominés par l'importation".

"L'Algérie a pu, également, augmenter le volume de ses exportations hors hydrocarbures, grâce à l'amélioration de son climat d'investissement au cours de ces 4 dernières années, et à la politique clairvoyante adoptée en matière de gestion du commerce extérieur", outre l'encouragement des initiatives et leur accompagnement par l'Etat, et la numérisation des différents secteurs, ayant permis de maîtriser les mécanismes et les chiffres", a ajouté l'intervenante.

Pour Mme Mekideche, "Ces indicateurs positifs renforcent la confiance en la capacité des entreprises algériennes a changé la donne traditionnelle basée sur l'importation, en s'orientant davantage vers l'exportation", affirmant que le ministère accompagnera et soutiendra tous les secteurs, notamment les secteurs prometteurs".



[Présidentielle/Candidats au scrutin du 7 septembre prochain](#)

[Parlons programmes](#)

[Le programme électoral doit se faire sur la base d'une approche pragmatique loin de toute forme de populisme.](#)

L'élection présidentielle du 7 septembre prochain se jouera sur l'essentiel qui constitue la trame de fond de toute élection digne de ce nom, à savoir le programme électoral du candidat à cette joute politique majeure. Officiellement, il y a trois candidats pour la prochaine élection présidentielle. Il s'agit du président du mouvement de la société pour la paix (MSP), Hassani Abdellali Cherif; du premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche et du président de la République sortant, Abdelmadjid Tebboune. Concrètement, celui qui a avancé un programme et qui a appliqué à la lettre sous l'intitulé de «54 engagements», c'est bien le candidat pour briguer un second mandat Abdelmadjid Tebboune. Objectivement, il s'agit d'une expérience tangible que le peuple algérien a eu à connaître durant les cinq années de son premier mandat qui prendra fin juste après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle du 7 septembre prochain. Les deux candidats qui vont entrer en lice face à Tebboune doivent donc avancer et proposer un programme aussi solide et concret que celui du Président sortant. Le candidat du MSP a déclaré que son programme électoral sera axé sur trois importantes réformes. Il s'agit d'«une réforme politique tendant à asseoir un partenariat politique sérieux susceptible de contribuer à l'établissement d'un programme politique inclusif et une relance économique globale, un partenariat qui

visé à assurer une stabilité politique notamment via la protection des libertés démocratiques, la consolidation des valeurs et des constantes nationales, la protection du pouvoir d'achat et la régulation du marché en proie actuellement à des perturbations récurrentes et la réforme du système éducatif et du secteur de la santé publique», a souligné le candidat du MSP à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain. Idem pour le premier secrétaire national du FFS qui a déclaré que «le FFS était connu comme le parti du boycott, et que ce boycott encourage l'immobilisme politique et sert les intérêts de ceux qui prônent la division entre les membres d'un même peuple. Par conséquent, les efforts de notre parti visent à encourager les Algériens et les Algériennes à participer massivement à la prochaine élection présidentielle, à s'engager dans l'action politique et à réussir le processus électoral afin de manifester l'unité des Algériens face aux conditions régionales qui se sont imposées et qui menacent la sécurité nationale. Le FFS est un parti politique qui ne tarde pas à répondre à l'appel lorsqu'il s'agit de l'unité nationale», a-t-il expliqué. Le programme électoral du candidat du FFS est plus politique dans la mesure où la question qui urge pour le FFS est celle qui incite à la participation aux élections. En effet, «la participation massive à la prochaine échéance est nécessaire pour raviver l'espoir au sein de la population et rétablir la confiance entre le peuple et les institutions de la République. Cela passe également par la réhabilitation de l'action politique par la classe politique à travers l'échange d'idées et les débats sérieux sur des questions cruciales, en interagissant avec l'espace public et en présentant différents programmes des partis politiques, dans une démarche démocratique qui instaure une nouvelle ère contribuant à un changement réel et concrétisant les objectifs du mouvement populaire pacifique, qui appelle à des alternatives où la véritable force réside dans la voix du peuple», affirme-t-on au FFS. Le président sortant, Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à résoudre les questions politiques, socioéconomiques et diplomatiques. Ces engagements ont été dans leur quasi-majorité honorés par le président de la République. Parmi les engagements essentiels qu'il faut faire montrer, il s'agit de «la Constitution qui a changé beaucoup de choses, à l'instar de la moralisation de la vie publique et la valorisation du rôle du mouvement associatif et de la jeunesse». Le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, la mise en pace d'une allocation chômage et la révision de l'impôt à la faveur des salaires bas et moyens et le maintien de la politique du logement social et toutes les formules donnant le caractère social à l'État algérien sont autant de faits et d'exemples concrets d'un programme qui a été appliqué et vérifié sur le terrain par le peuple algérien durant les cinq ans du premier mandat du Président sortant. Le programme électoral doit se faire sur la base d'une approche pragmatique, loin de toute forme de populisme.

[Nouvelle Constitution, renouvellement du personnel politique, consensus.../Les axes forts de la gouvernance](#)

[La réforme politique du président Tebboune s'est voulue globale. Elle l'a été à tout point de vue.](#)

À sa prestation de serment le 19 décembre 2019, le président Tebboune savait que sur les 54 engagements qu'il avaient pris devant les Algériens, ceux relatifs au politique seront les plus compliqués à mettre en oeuvre. La complication n'est certainement pas dans la confection de la Constitution votée par référendum le 1er novembre 2020 après une large consultation de la scène partisane et de la société civile. Le document reposant sur des principes qui rassemblent la majorité des Algériens, n'était pas difficile à concevoir, d'autant qu'une commission d'experts s'est attelée à le rédiger. La Constitution de 2020 apportait donc quelques nouveautés sur les libertés individuelles et collectives et confirmait le caractère républicain et démocratique de l'État algérien. Mais en politique, le texte ne suffit pas. Il doit être le reflet d'une société et dans le cas de l'Algérie, la diversité idéologique donne plusieurs définitions aux libertés individuelles et collectives. De fait, la Constitution a bel et bien été promulguée, mais les comportements partisans n'ont pas toujours suivi. La réforme politique du président Tebboune s'est voulue globale. Les textes de lois qui devaient suivre la Constitution n'étaient pas du tout cosmétiques. Ils portaient en eux une graine de révolution, en ce sens qu'ils ont promu les femmes et les jeunes dans les institutions élues du pays et dans le même temps, ils ont tout simplement renouvelé le personnel politique. C'est là un acte concret qu'aucun des prédécesseurs de Abdelmadjid Tebboune n'avait réussi à réaliser. La réforme n'est donc pas une histoire de paraître plus démocrate, mais de permettre à des ambitions saines de s'exprimer. Saines parce que élues, loin de l'influence de l'argent sale. De fait, l'action du président de la République sur la scène politique est réelle et déterminante. Les élections législatives et locales, de même que le référendum constitutionnel étaient lourdement affectés par la crise sanitaire de Covid-19. Le président de la République pouvait-il procéder autrement en laissant les origines de la crise prendre racines dans une Algérie qui se voulait radicalement différente de la précédente? La réponse, on la connaît. Abdelmadjid Tebboune a fait son choix, celui de hâter le changement, de donner un second souffle à une République qui s'est retrouvée dans le mur. Beaucoup moins visibles que les mesures économique et sociale engagées par Abdelmadjid Tebboune, la réforme politique n'en est pas moins importante, au sens où l'on voit les premiers fruits à travers une forte participation de la scène politique à la prochaine élection présidentielle, et l'absence de toute intention de boycott au niveau de la sphère partisane. Les observateurs avertis de la scène nationale

apprécieront certainement l'amélioration de l'atmosphère politique, malgré les incessantes provocations des milieux hostiles à l'Algérie, catégorisés comme mouvements terroristes. L'approbation des Algériens en rapport avec la mise en accusation des mouvements extrémistes est en soi une autre victoire politique du président Tebboune. Toutes ces victoires ne semblent pas très visibles dans les propos des acteurs politiques nationaux, mais cela n'enlève rien à la pertinence de la démarche présidentielle qui a réussi à renouveler le personnel politique, écarter les éléments nuisibles de la scène et... disons-le franchement, débarrasser le pays d'une vision régionaliste minoritaire, mais dont la voix portait. L'accueil parfait réservé par les citoyens de Tizi Ouzou au président de la République est aussi l'un des résultats de ces réformes politiques engagées par Abdelmadjid Tebboune en pleine pandémie et qui permettent aujourd'hui d'entrevoir un avenir économique et social radieux et de bonnes perspectives pour la pratique politique en Algérie. Il est entendu que, de toutes les réformes qu'un chef d'État engage dans son pays, celle de la sphère politique est la plus longue à aboutir. Il ne s'agit, en effet, pas d'ordonner, d'organiser et de planifier, mais de discuter, de débattre pour convaincre. Le président Tebboune a pris des lois, discuté avec les acteurs politiques, débattu et parvenu à en convaincre pas mal. L'oeuvre présidentielle existe bel et bien. Il revient aux acteurs d'aujourd'hui et de demain d'en faire une réalisation majeure de la nouvelle Algérie.



[Exploration et exploitation minières/ Un géant se réveille](#)

[Une mesure qui dénote un réalisme visionnaire et une maîtrise des leviers de commande de la bonne gouvernance.](#)

Lancée dans une dynamique économique réelle, depuis quelques années seulement, l'Algérie continue d'explorer son potentiel industriel, minier, énergétique, agro-alimentaire, hydrique,..., en vue d'aboutir à des paliers d'excellence. Le secteur des mines en est la preuve cinglante. Sous le coaching visionnaire du président Tebboune, et en l'espace de deux années seulement, le pays a lancé une série d'opérations structurantes visant à réveiller le géant des propulseurs économiques. C'est des mines qu'il s'agit, oui. Saisissant l'intérêt que représente un tel secteur dans la transformation de l'économie d'un pays, Tebboune a ordonné le lancement d'une série de mesures, parmi lesquelles des mégaprojets structurants et en a consolidé d'autres qui traînaient le pas, des années durant. Il faut rappeler que, malgré les gigantesques ressources avérées dont dispose le pays et d'autres non explorées encore, le secteur minier ne contribue qu'à hauteur de 1% au PIB. Une véritable aberration économique. La stratégie visionnaire du président Tebboune qui a pris la courageuse décision d'entamer les travaux d'exploration et d'exploitation du gigantesque gisement de Ghar

Djebilet à Tindouf, participe de cet état d'esprit. Alors qu'elle n'est qu'à ses premiers balbutiements, la mesure semble d'orés et déjà payante, au vu des feedback préliminaires. Désormais, sur insistance du président de la République, le secteur des mines a été placé au coeur de la stratégie de diversification de l'économie nationale. Pour ce faire, en plus de la réactivation des projets dormants, le lancement grandiose de mégaprojets structurants, le Président a ordonné la révision de son cadre législatif obsolète et entravant, afin de drainer les investissements étrangers. Une mesure qui dénote un réalisme visionnaire dans les prises de décision et une maîtrise des leviers et commande de décision et de bonne gouvernance. La Chine, l'Australie, le Qatar et d'autres pays encore qui viennent prospecter, en vue d'opportunités porteuses, seront les pionniers d'une industrie minière qui propulsera l'Algérie dans les marchés mondiaux des minerais de grande valeur, des terres rares et des métaux critiques. Dans ce sillage, faut-il encore rappeler que l'Algérie disposera de sa première carte minière avant la fin de l'année 2024. Et dire que ce n'est qu'en 2022 que le projet de réalisation de cette carte a été lancé, sous la houlette des grands projets structurants envisagés par le président de la République, dans le sens d'une relance globale de la croissance économique. Il est entendu dans le monde des géologues et des grandes compagnies minières internationales, que l'absence de banques de données fiables au sujet des ressources minières d'un pays, empêche tout investissement étranger. La cartographie minière, fruit d'une consultation scientifique, universitaire et même expertise multiforme, couvrira les territoires de pas moins de 35 wilayas et pourra même déboucher sur le lancement de plusieurs projets d'exploitation minière. Le montant alloué à cette opération de grande envergure, jamais lancée depuis l'indépendance nationale, est d'environ 4,3 milliards de dinars, soit l'équivalent de 32 millions. C'est la première fois que des professeurs et des chercheurs algériens sont consultés, écoutés et associés dans des projets pareils. C'est le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, instruit par le Président, qui a reçu les chercheurs et les universitaires algériens autour des questions des gisements existants et des ressources potentielles exploitables. Cette situation est le fruit de la volonté politique du chef de l'État de faire profiter, pleinement, l'économie nationale des ressources existantes et potentielles du pays, à travers le lancement, à grande échelle, d'une véritable industrie minière autour des engrais, fertilisants, et autres encore issus du raffinage. Elle découle aussi d'une vision, fruit d'une longue expérience dans la gestion des affaires de l'État. A lui seul, le projet intégré de Ghar Djebilet constituera une véritable rampe de lancement de l'industrie et de l'économie nationale. Sans compter les gisements miniers, revitalisés, de zinc de Oued Amizour dans la wilaya de Béjaïa ou encore le gisement de phosphate de Bir El Ater, dans la wilaya de Tébessa, dont la valeur contribuera à renforcer l'économie nationale.

Exportations des produits alimentaires/ Des volumes en hausse

L'armada de mesures incitatives et d'encouragements à l'export portent déjà leurs fruits.

Alors que les toutes dernières décisions du président de la République en faveur des exportations hors hydrocarbures sont unanimement saluées, le département de Tayeb Zitouni fait part de la bonne santé des exportations algériennes alimentaires. En effet, et selon la directrice centrale du suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Farah Mekideche, la valeur des exportations algériennes des produits alimentaires avait atteint, en 2023, près de 400 millions usd. Un chiffre qui atteste de la bonne santé de ce segment de produits à l'export, alors que durant la même année, rappelons-le, le PIB cartonnait à 270 milliards de dollars, bien loin des 164 milliards de dollars enregistrés en 2015. À la faveur de son intervention sur les ondes de la Radio nationale, la même responsable a indiqué: «L'Algérie avait exporté l'équivalent de 397 millions usd de produits alimentaires, au cours de l'année écoulée», et ce grâce à «la nouvelle politique nationale qui soutient l'investissement dans des secteurs, autrefois dominés par l'importation». Et la même intervenante d'ajouter: «L'Algérie a pu, également, augmenter le volume de ses exportations hors hydrocarbures, grâce à l'amélioration de son climat d'investissement au cours de ces 4 dernières années, et à la politique clairvoyante adoptée en matière de gestion du commerce extérieur», outre l'encouragement des initiatives et leur accompagnement par l'État, et la numérisation des différents secteurs, ayant permis de maîtriser les mécanismes et les chiffres»; assurément, l'armada de mesure incitatives et d'encouragement à l'export, mise en place par le chef de l'État, portent déjà leurs fruits. Parmi ces mesures, citons la redéfinition de la carte du commerce extérieur du pays, en tenant compte de l'intérêt national et des défis géopolitiques mondiaux, la libéralisation des exportations de certains secteurs de production, dont les capacités ont dépassé les besoins nationaux, à l'instar de l'huile, du sucre et des pâtes et la création de bases logistiques destinées à l'exportation au niveau de tous les pôles économiques. De l'avis même des chefs d'entreprise et des opérateurs qui activent sur le front de l'export, un nouveau pan de l'économie nationale s'ouvre avec des perspectives prometteuses. Les principaux partenaires de l'Algérie à l'export sont la France, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne et la Turquie. La Turquie, en particulier, passe pour être un partenaire officiel et fondamental dans le commerce extérieur de l'Algérie. D'ailleurs, Tayeb Zitouni a récemment souligné cette particularité. Tout en indiquant que «l'Algérie a de fortes capacités productives», il a signalé qu'en 2023, notre pays a exporté un volume de 3,6 milliards de dollars de produits vers la Turquie, tandis que les importations depuis ce

pays ont avoisiné les 2,5 milliards de dollars. Concernant la Grande-Bretagne, un accord commercial préférentiel appelé Dcts, l'un des régimes commerciaux les plus généreux au monde, renforce, désormais, les liens économiques entre l'Algérie et le Royaume-Uni. Plus de 3000 nouveaux produits sont d'ores et déjà exemptés de droits de douanes, sachant que 92% de toutes les marchandises peuvent être exportées vers le Royaume-Uni en franchise de droits. La coopération algéro-italienne est, quant à elle, hissée à des niveaux supérieurs avec de notables retombées sur les exportations algériennes vers ce pays méditerranéen.



[Ancien ministre des Finances, et du Commerce](#)

[Abdelkrim Harchaoui n'est plus](#)



Abdelkrim Harchaoui, figure emblématique de la politique économique algérienne, s'est éteint, hier, après un long combat contre la maladie. Ancien ministre des Finances, et du Commerce, Harchaoui laisse derrière lui un héritage marqué par son expertise et son engagement au service de la nation. Connu pour sa profonde connaissance des institutions économiques, financières et commerciales internationales, Harchaoui a joué un rôle crucial dans l'histoire économique de l'Algérie. En 1998, il a marqué les esprits en actant la rupture avec le Fonds monétaire international, (le FMI), une décision audacieuse illustrée par une déclaration retentissante : « Le FMI, c'est fini ! ». Cette phrase est restée gravée dans les mémoires, symbolisant la fin de quatre années de plans de redressement imposés par l'institution internationale. Il a fait son entrée en politique en 1995, avec l'élection de Lamine Zeroul à la présidence. Il a intégré le premier gouvernement dirigé par Ahmed Ouyahia, occupant d'abord le poste de ministre du Commerce pendant près de huit mois avant de devenir le grand argentier du pays en septembre 1996, à la suite d'un remaniement partiel du gouvernement. Le 26 septembre 1999, il succède à Ahmed Benbitour à la tête du ministère des finances

alors qu'il n'avait que 42 ans, ce qui marque ainsi une nouvelle étape dans sa carrière politique. Après son passage au gouvernement, Abdelkrim Harchaoui a continué de servir son pays au sein de diverses institutions économiques, financières et commerciales internationales, mettant sa compétence et son savoir-faire au service de ces organisations. Sa carrière internationale s'est poursuivie jusqu'à l'arrivée du président Abdelmadjid Tebboune. En 2021, le président Tebboune a rappelé Harchaoui pour servir la nation une nouvelle fois.



Sonatrach: Un milliard de dollars pour réduire l'empreinte carbone

En vue de réduire l'empreinte carbone pour un avenir énergétique durable, le Groupe Sonatrach a mis en place sa nouvelle stratégie climat d'une valeur d'un milliard de dollars. C'est ce qu'a annoncé, ce lundi à Alger, le directeur central HSE (hygiène, sécurité et environnement) à Sonatrach, Abdelkrim Ouamer.

Le même responsable a affirmé que le secteur énergétique est indexé par les différents rapports, étant celui qui contribue le plus aux émissions avec 74 % à l'échelle mondiale. « En tant que compagnie nationale, on est convaincu que le gaz joue un rôle clé dans la transition énergétique, d'où vient la nécessité d'assurer que cette ressource soit produite dans les meilleures conditions, à savoir le respect de l'environnement à travers la réduction des différentes émissions de CO2 et aller vers des solutions d'atténuation et de compensation pour diminuer les effets de ces émissions sur l'environnement », a précisé M. Ouamer lors de son intervention à la Radio nationale.

En outre, il a expliqué que la stratégie climat met en avant l'aspect de gouvernance et la façon dont on gère les risques climatiques, et ce tout au long des chaînes de valeur de Sonatrach, depuis l'amont pétrolier jusqu'à la commercialisation.

Dans ce sens, M. Ouamer a affirmé que l'objectif est d'atteindre un équilibre entre les émissions et l'empreinte de carbone à l'horizon 2050, en sus des engagements du groupe, visant la réduction de torchage à moins de 1 % pour l'Algérie et de notre adhésion à l'initiative de zéro torchage de routine, promise par la Banque mondiale.

A ce propos, il a révélé que « depuis 2020, on voit une tendance baissière de 28 %, soit l'équivalent de 1 milliard de mètres cubes. Cette tendance sera maintenue suite à notre engagement par des projets en matière de récupération de ces gaz, notamment au niveau de l'amont pétrolier ». Il a rappelé que la réduction du torchage date depuis plus de 30 ans.

Concernant l'intégration de nouvelles technologies, M. Ouamer a souligné qu'après avoir atteint l'objectif de zéro émission à l'horizon 2030 de méthane et de réduction du torchage, « cela va s'accompagner progressivement par une intégration de l'énergie verte telle que le l'introduction d'hydrogène qu'on est au stade pilote, en sus de l'énergie solaire qui est déjà introduite au niveau de nos installations », a-t-il ajouté.

Projet pilote de plantation de 10 millions d'arbustes pour capter le carbone

Visant à réduire l'empreinte carbone, Sonatrach prévoit le lancement d'une campagne nationale, en partenariat avec la Direction générale des forêts (DGF). Il s'agit d'un projet pilote visant la plantation de 10 millions d'arbustes sur une superficie comprise entre 10 000 et 13 000 hectares.

M. Ouamer a expliqué que ce projet pilote s'inscrit dans le cadre de la stratégie climatique de Sonatrach, qui prévoit à terme la plantation de plus de 420 millions d'arbres sur 560 000 hectares, avec un budget estimé à 1 milliard de dollars.

Une étude de faisabilité sera conduite par la DGF pour identifier les essences d'arbres appropriées et sélectionner les sites de plantation au sein du domaine forestier national. Une partie de ce projet pilote sera intégrée au programme de relance du barrage vert, a précisé M. Ouamer.

En soulignant l'engagement de Sonatrach dans la lutte contre le changement climatique, conformément aux engagements internationaux de l'Algérie, M. Ouamer a indiqué que le projet de plantation de plus de 400 millions d'arbustes vise également à créer des emplois.

Ce projet a une dimension environnementale, visant à réduire les impacts des activités énergétiques sur l'environnement et à bénéficier de crédits carbone disponibles pour soutenir de telles initiatives, a-t-il ajouté.



[Bourse universitaire : Les précisions de la DGI](#)

La Direction générale des impôts (DGI) a appelé les étudiants universitaires à ne pas s'adresser aux contributions pour demander les documents d'inscription à la bourse universitaire. C'est ce qu'a indiqué, ce lundi, un communiqué de la DGI.

La même Direction a expliqué avoir pris la décision de supprimer l'extrait fiscal ou l'attestation de non-imposition du dossier administratif relatif à la demande pour bénéficier de cette bourse, à compter de l'année universitaire 2024-2025.

Par ailleurs, les étudiants universitaires souhaitant bénéficier de la bourse d'études supérieures, sont appelés à ne plus s'adresser aux contributions pour demander l'un des deux documents mentionnés ci-dessus, à conclure la même source.

Concernant l'évaluation de la rentrée universitaire 2023-2024, le président de la République avait ordonné, le mois d'octobre dernier, d'augmenter le montant de la bourse universitaire à 2 000 DA par mois au lieu de 1 300 DA/mois. La décision du Président est entrée en vigueur le même mois.

Le mois de décembre dernier, le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamal Baddari avait annoncé le changement de la date de versement de la bourse. Prévus le 18 de chaque mois, les étudiants reçoivent désormais, leurs 2000 DA, le 30 de chaque fin de mois et le 5 du mois suivant, et ce, contrairement au système précédent qui prévoyait des paiements trimestriels.

Une plateforme numérique « Minhati », qui permet aux étudiants de déposer, à distance, le dossier de la bourse universitaire, a été officiellement lancée, laquelle devra être versée le 18 de chaque mois.



[Fatima Mena](#) un modèle de réussite dans les Affaires

Fatima Mena est un modèle de réussite dans les Affaires. Elle s'affirme, désormais, comme une figure essentielle de l'entrepreneuriat féminin.

Distinguée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, comme la meilleure exportatrice femme en 2024. Cette cheffe d'entreprise de 40 ans incarne le dynamisme et l'innovation de la nouvelle génération d'entrepreneurs du pays.

La success story de Fatima Mena

Originaire de Tolga, dans la wilaya de Biskra, Fatima Mena a su transformer l'héritage familial en une success story nationale. Sa société, Tolga El Baraka, spécialisée dans la fabrication de produits d'emballage destinés principalement à l'industrie agroalimentaire, est aujourd'hui un modèle de réussite pour la PME algérienne.

L'histoire de Fatima Mena est celle d'une femme déterminée, qui a su conjuguer tradition et modernité, responsabilités familiales et ambitions professionnelles. Mariée et mère de deux enfants, elle a repris le flambeau entrepreneurial allumé par son père, tout en lui insufflant une nouvelle dynamique. «J'ai créé mon entreprise en 1997 pour la fabrication d'emballage mixte en polystyrène», explique-t-elle avec fierté. «Mais l'activité en elle-même revient à mon père, qui s'est lancé dans ce genre de fabrication. J'ai pris le relais en reprenant cette activité et en créant cette entreprise».

Cette transition générationnelle s'est accompagnée d'une vision audacieuse et tournée vers l'international. Dès 2004, Tolga El Baraka se lance dans l'exportation, ciblant d'abord les marchés tunisien et libyen. Une décennie plus tard, l'entreprise a considérablement élargi son horizon, touchant des marchés en Europe, en Asie et en Afrique.

La clé du succès : le travail acharné

La clé de ce succès : Un travail acharné et une quête constante d'excellence. «Notre réussite actuelle est le fruit d'un travail intense et constant. Nous n'avons jamais relâché nos efforts depuis le début», affirme Fatima Mena. Cette approche s'est traduite par une participation active aux foires internationales et «une recherche permanente de certifications pour valoriser les produits et rassurer les clients quant à la bonne qualité de notre travail», dit-elle.

L'entreprise s'est particulièrement distinguée dans le domaine de l'emballage et du conditionnement des dattes, un produit emblématique de la région de Biskra. Cette spécialisation a permis à Tolga El Baraka de se positionner sur un marché de niche à forte valeur ajoutée, tout en contribuant à la promotion des produits du terroir algérien à l'international. Le respect des normes de production dans le domaine de l'emballage est au cœur de la stratégie de l'entreprise. Cette rigueur a, non seulement, permis de gagner la confiance des clients internationaux, mais aussi de positionner Tolga El Baraka comme un acteur responsable et innovant dans son secteur.

S'adapter aux nouvelles exigences environnementales

Fatima Mena reconnaît le rôle crucial joué par les pouvoirs publics dans le développement de son entreprise. «Nous avons bénéficié de l'aide des pouvoirs publics, notamment pour participer aux foires internationales», explique-t-elle. Cet accompagnement s'est également matérialisé par des financements bancaires, notamment des prêts sans intérêt, qui ont permis à l'entreprise de franchir des paliers importants dans son développement. Cependant, le parcours de Fatima Mena n'a pas été sans contraintes. Les défis logistiques, en particulier dans le domaine du transport maritime, ont constitué des difficultés importantes à l'expansion de l'entreprise.

Mais loin de se décourager, la cheffe d'entreprise a fait de ces difficultés un moteur pour innover et trouver des solutions alternatives. Son message aux femmes qui aspirent à percer dans l'entrepreneuriat et l'exportation est empreint de résilience et de détermination: «Il ne faut jamais baisser les bras. Tenez toujours le coup face aux difficultés». Un conseil qui résonne comme un écho à son propre parcours, jalonné de défis surmontés et d'objectifs atteints.

Le regard vers l'avenir

Loin de se reposer sur ses lauriers, Fatima Menaâ regarde déjà vers l'avenir. Son prochain défi ? Le passage au conditionnement en carton. «Le polystyrène n'a pas d'avenir dans le domaine de l'emballage», analyse-t-elle avec lucidité. Ce projet, déjà en cours de réalisation, illustre la capacité de l'entreprise à anticiper les évolutions du marché et à s'adapter aux nouvelles exigences environnementales. La réussite de Fatima Menaâ et de Tolga El Baraka va bien au-delà des chiffres d'affaires et des volumes d'exportation. Elle incarne l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs algériens, capables de transformer les ressources locales en produits à forte valeur ajoutée, compétitifs sur les marchés internationaux.

La distinction remise par le président Tebboune va au-delà d'une reconnaissance individuelle pour cette cheffe d'entreprise. Elle souligne le potentiel de l'industrie algérienne et l'importance cruciale du secteur de l'emballage dans la chaîne de valeur agro-alimentaire. À mesure que Tolga El Baraka poursuit son expansion et sa diversification, il est clair que Fatima Menaâ demeurera une figure emblématique de la réussite entrepreneuriale en Algérie, incarnant la persévérance et l'innovation pour les générations futures.



[ALGÉRIE-MAURITANIE, Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani : Les relations fraternelles consolidées](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, un appel téléphonique de son frère, le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lors duquel ils ont évoqué les relations fraternelles liant les deux pays et les moyens de les renforcer, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de son frère le président de la République islamique de Mauritanie, pays frère, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lors duquel ils ont évoqué les relations fraternelles liant les deux pays et les moyens de les renforcer dans tous les domaines au service des intérêts des peuples algérien et mauritanien", lit-on dans le communiqué.



[Start-up, enseignement supérieur, formation professionnelle, allocation chômage... : Le chantier de la jeunesse](#)

Toutes les mesures prises sont autant d'actions concrètes menées par le Président Tebboune en faveur de l'épanouissement des jeunes, longtemps marginalisés et accrochés à de faux espoirs d'embellie sociale.

Parmi les franges de la société ayant bénéficié du plus d'attention de la part de l'État, ces quatre dernières années, celle des jeunes occupe une place de choix. L'intérêt manifesté à cet important segment, représentant la force vive de la nation et son avenir, s'est manifesté, à travers plusieurs actions et décisions, prises au plus haut sommet, destinées à permettre aux jeunes de trouver leur place dans la société, d'avoir une vie digne et de contribuer à la création de richesses. Qui dit jeune, dit quête d'un emploi. En effet, un jeune citoyen, qu'il soit diplômé, moyennement instruit ou non-instruit, a pour obsession de trouver du travail, afin de s'autofinancer ou même, pour celui issu d'une famille défavorisée, d'aider financièrement les siens. Alors que le taux de chômage, par rapport à la population en âge de travailler, était de 14,04 %, en 2020, il a baissé de presque 2 %, en trois ans, reculant à 12,25 %, en 2023, grâce, entre autres, aux mesures mises en œuvre en faveur des jeunes. Ainsi, à la faveur de politique décidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le recrutement des jeunes, 1.019.000 demandeurs d'emploi, sur un total de 2.795.000, ont été intégrés dans le marché du travail, au 30 novembre 2023. Ces jeunes bénéficiaires étaient enregistrés au niveau de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), laquelle a servi d'intermédiaire. Sur ces emplois offerts, 60.500 l'ont été suite à des prospections menées sur le terrain. C'est le secteur privé qui a accueilli le gros du contingent de nouveaux employés (72 %), alors que 28 % ont été orientés vers le secteur public. En sus des nouveaux emplois, il y a eu une large opération de titularisation des jeunes bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale, dans des postes permanents, alors qu'ils étaient en pré-emploi depuis des mois, voire des années. Ainsi, au 31 décembre 2023, pas moins de 324.506 jeunes ont été titularisés dans les entreprises et les administrations publiques. L'opération s'est poursuivie durant l'an 2024 et, même si les chiffres officiels ne seront connus qu'à la fin de l'année, il a été révélé que le nombre de pré-employés titularisés a déjà dépassé la barre des 500.000, depuis le lancement de l'opération en 2020. Il en est de même pour le programme d'insertion des jeunes diplômés (PID), qui a favorisé l'ouverture de nombreux de postes d'emploi à de jeunes universitaires.

Des microcrédits pour les sans-revenus

Autre dispositif pour aider les jeunes à l'emploi : le microcrédit. Un organisme a été créé à cet effet, l'Agence nationale de gestion des microcrédits (ANGEM), dont la mission est de piloter et de garantir l'octroi de microcrédits à des jeunes désireux de lancer de petits projets, dont le coût ne dépasse pas 1.000.000 DA (100 millions d'anciens centimes). Les bénéficiaires de ces microcrédits sont les personnes de plus de 18 ans, sans revenus et/ou bénéficiant de revenus instables ou irréguliers. Ces

microcrédits sont garantis, auprès des banques, par le Fonds national de soutien au microcrédit, placé sous la responsabilité de l'ANGEM. On se souvient de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), dont l'activité a été entachée de nombreuses lacunes. Pour ne pas commettre les mêmes erreurs, un organisme a été créé pour la remplacer, l'Agence nationale d'aide au développement de l'emploi (ANADE), devenue, plus tard, l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat, connue sous l'appellation NESDA (abréviation, en anglais, de National Entrepreneurship Support and Development Agency). Cette Agence a été créée en soutien à la loi sur la promotion de l'entrepreneuriat. À ce titre, il est intéressant de savoir que la NESDA a enregistré 414.000 projets de microentreprises, ce qui est un chiffre énorme, dont une majorité de projets pilotés par des jeunes. De même, 1.777 étudiants porteurs de microprojets ont été formés dans les 102 centres de développement de l'entrepreneuriat déjà existants et ils sont appelés à s'inscrire sur la plateforme de la NASDA, afin d'obtenir des financements pour leurs projets.

Allocations et cartes Chiffa pour les chômeurs

Cependant, l'action de l'État n'a pas été dirigée uniquement vers la création d'emplois. Vu que la réalisation du plein emploi nécessite un certain temps, les chômeurs n'ont pas été délaissés. Sur ordre du président de la République, une allocation chômage a été instituée en faveur des primo-demandeurs d'emploi, âgés entre 19 ans et 40 ans. Les chiffres officiels de 2023 indiquent que le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage a atteint 2.200.000 personnes, en majorité des jeunes. Le montant de l'allocation chômage a même connu une revalorisation, il y a deux ans, passant de 13.000 DA à 15.000 DA nets d'impôts. En sus de cela, les bénéficiaires ont droit à la carte Chiffa, pour la couverture de leurs frais médicaux. En parallèle, des formations sont dispensées aux chômeurs bénéficiaires sans qualification professionnelle. À ce titre, 88.784 places pédagogiques dans la formation et l'enseignement professionnels ont été réservées, en octobre 2023, à ces bénéficiaires, pour des formations de trois à six mois, qui leur permettent, une fois leurs diplômes en poche, de postuler à des métiers spécifiques et, ainsi, accélérer leur insertion dans le monde du travail. Il est intéressant de noter, à ce titre, que 45.000 bénéficiaires de l'allocation chômage ont bénéficié d'un emploi à plein temps, par l'intermédiaire de l'ANEM. Les actions de l'État ne s'arrêtent pas là. En effet, le président de la République a ordonné la création de zones d'activités communales pour les jeunes et les petits métiers, afin de permettre à des jeunes artisans de travailler dans un cadre légal, plutôt que de s'adonner à l'informel ou, pire, à des trafics nocifs pour l'économie et la société. De même, un programme économique, social et de solidarité, au service de l'insertion économique durable des jeunes entrepreneurs en Algérie, a été lancé, au début de l'année, en coopération avec l'Union européenne. Toutes ces mesures sont autant d'actions concrètes menées en faveur de l'épanouissement des jeunes, longtemps marginalisés et accrochés à de faux espoirs d'embellie sociale. Même s'il reste évidemment

beaucoup à faire en la matière, l'essentiel est que l'avenir de la jeunesse parait moins sombre qu'il ne l'était auparavant.



Rencontre sur la pratique médiatique durant les élections : Les règles à suivre

Une charte d'éthique sur la pratique journalistique, lors des élections, a été signée entre l'ONJA et une trentaine de directeurs de journaux de la presse écrite, de sites électroniques et de chaînes de télévision, présents à cette rencontre.

Le président du département d'échanges et de contenu, relevant de l'Union radiodiffusion des États arabes (ASBU), Ahmed Ibrahim, a fait une communication sur les règles à suivre, par le journaliste professionnelle, lors de la couverture des élections. Il a rappelé l'importance, pour le citoyen, d'être bien informé sur les programmes et leur diversité, afin de choisir en toute liberté celui ou ceux qui vont gérer ses affaires. «Permettez-moi de rappeler trois principaux droits que le journaliste doit avoir pour une couverture équitable et professionnelle de toutes les élections, pas uniquement cette élection présidentielle», a précisé Ahmed Ibrahim, qui cumule plus de 38 ans de service dans le monde des médias. Il y a d'abord le droit du citoyen d'avoir une information complète, claire et très explicite sur tout le processus électoral en cours, ainsi que les candidats et leurs programmes ; ensuite le droit des candidats de vendre leurs produits, c'est-à-dire leurs programmes, en toute équité et justice. Enfin, le droit de l'État de mettre en évidence l'importance d'une élection et de l'activité politique, pour garantir la stabilité et le progrès au pays. Pour réussir ce pari, le journaliste doit se placer dans la peau de l'électeur, en lui fournissant des indications sur le lieu et la date de l'élection, son déroulement, ce qu'il faut avoir comme document pour voter... Le journaliste doit également expliquer les programmes des candidats, et avec une plus grande neutralité ; il doit, lors de la campagne électorale, veiller, surtout pour les télévisions, sur le temps d'antenne équitable pour chaque candidat. De même qu'il est tenu d'expliquer, au maximum, les programmes de chaque candidat, avec un esprit critique et surtout, utiliser, lors des couvertures, la même résolution pour que l'image soit meilleure pour tous les candidats. Ahmed Ibrahim a rappelé les temps d'antenne à gérer entre l'ANIE et les candidats. «Durant leurs interventions, chaque candidat doit se garder d'instrumentaliser la religion, l'identité nationale, l'argent, ou d'utiliser des mots offensants». Pour la couverture de la campagne électorale, les journalistes doivent veiller à retransmettre honnêtement les messages de chaque candidat et les articles, pour la presse écrite, doivent être de même volume pour chaque candidat, etc. Pour sa part, le ministre de la communication, Mohamed Laâgab, a salué l'initiative, en rappelant que «le président de la République avait, dès le début de son mandat, appelé les journalistes à s'organiser». Cette rencontre, tenue au ministère de la

Communication, en présence d'une trentaine de patrons des médias, presse écrite et électronique et chaînes de télévisions, est la deuxième du genre, après celle organisée, en février dernier, par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA). «De telles organisations, (ONJA et ONJSA, ndlr), il faut les consolider ; et le ministère de la Communication œuvre toujours pour une presse nationale, professionnelle, forte et efficace», a affirmé Laâgab, qui souhaite «voir, dans un futur proche, des représentants au niveau des syndicats arabes, africains et internationaux». «Tout comme nous œuvrons pour la création de nouveaux syndicats régionaux forts et efficaces et un forum des journalistes algériens à l'étranger». Par ailleurs, le ministre a estimé que «cette rencontre vient couronner les différentes rencontres déjà organisées par le ministère de la Communication au profit de quelques 800 journalistes de différentes spécialités en un laps de temps. La signature de la charte, entre l'ONJA et les patrons de presse, est une initiative qui mérite tout notre appui, après celle qui a été initiée par l'ONJSA, en février dernier, sur les règles d'éthique de la pratique médiatique sportive». «La loi sur l'information, en vigueur en Algérie, comprend également la charte d'éthique et de déontologie. Il y a aussi l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), qui a rappelé l'obligation des médias lors de la couverture de cette élection présidentielle, dans son communiqué n°17 du 15 juillet 2024» a rappelé le ministre. Enfin, le ministre de la Communication est revenu sur certains points abordés par les journalistes et certains patrons de journaux, présents à cette rencontre. « Les règles de déontologie doivent être appliquées à tous les médias ; télévision, site électronique et presse écrite, publique et privée. « Il y a également certaines citations et préjugés à éviter lors de la couverture de la campagne, en évitant par exemple de se focaliser sur le nombre de personnes présentes » ajoute Mohamed Laâgab qui insiste sur les lectures critiques des programmes des candidats, tous les candidats en lice». Cela étant, le ministre a tenu à rappeler aux journalistes présents, l'importance de garder le cap concernant ce qui se passe à l'internationale ; en particulier notre voisinage immédiat mais également, à Ghaza. « Malgré toute l'importance que revêt cette élection présidentielle en tant qu'affaire strictement interne ; nos yeux, nos microphones ; nos plateaux de télévision, ne doivent pas oublier ni omettre ce qui se passe autour de nous en termes de revirements et de rebondissements. Comme la situation actuelle au Mali, ou encore la dernière sortie du gouvernement français concernant le Sahara Occidental en déniaut au peuple sahraoui son droit de disposer de son pays et sa terre. À la fin de ces interventions, et après la lecture des recommandations concernant les règles d'éthique que le journaliste doit respecter lors de la couverture médiatique de l'élection présidentielle du 7 septembre, une charte d'éthique sur la pratique journalistique lors des élections a été signée entre l'ONJA et une trentaine de directeurs de journaux de la presse écrite, sites électroniques et chaînes de télévisions, présents à cette rencontre.

Complexe de liquéfaction de gaz d'Arzew : Reprise totale de l'activité

Le Groupe pétro-gazier national Sonatrach, a fait état ce lundi soir d'un incident survenu, dans l'après-midi, d'un incident au niveau de l'un des six réchauffeurs complexe de liquéfaction de gaz (GL1Z), situé au niveau de la zone industrielle d'Arzew, causant des brûlures aux membres supérieurs à un employé qui a été immédiatement transporté à l'hôpital d'Oran.

Tout en assurant que Sonatrach qui a rassuré quant l'état de santé de l'employé en question qui « est stable » a précisé que l'accident s'est produit lors d'un redémarrage suite à un arrêt provoqué par une coupure de courant électrique.

« Grâce à l'intervention des équipes de maintenance et d'inspection, l'accident a été rapidement maîtrisé et l'exploitation du complexe a repris dès aujourd'hui à 13h00, grâce aux cinq autres chauffages disponibles », a souligné le communiqué précisant que l'incident n'a, toutefois, pas eu d'impact sur les capacités de production du complexe

ينتظر وصولها إلى مؤسسة بريد الجزائر منتصف أوت الداخل

تكنولوجيا ألمانية لتسريع إنتاج وتشخيص البطاقات الذهبية

ينتظر أن تصل معدات جديدة مجهزة بأحدث الحلول والتكنولوجيات لصالح مؤسسة بريد الجزائر، سترفع بشكل كبير قدرات إنتاج وتشخيص البطاقات الذهبية بمركز بئر توتة بالعاصمة، وخصوصاً تدارك بعض التأخر الحاصل في عمليات التسليم، كما ستنجح مستقبلاً تشخيص بطاقات ذهبية تشتغل (TPE) بخاصية الملامسة لواجهة أجهزة الدفع الإلكتروني.

في هذا السياق، أفادت مصادر رفيعة من بريد الجزائر لـ"الشروق" أن المؤسسة قد أنهت صفقة مع شركة ألمانية لجلب معدات تكنولوجية جد حديثة لإنتاج وتشخيص البطاقات الذهبية بمركز بئر توتة بالعاصمة، مشيرة إلى أن فريقاً من المؤسسة تنقل مؤخراً إلى ألمانيا لهذا الغرض بالذات، ومن المنتظر أن تصل هذه المعدات الجديدة منتصف شهر أوت الداخل

وحسب المصادر ذاتها، فإن هذه التجهيزات مزودة بتكنولوجيات وحلول ألمانية جد حديثة، فضلاً على أنها سترفع قدرات الإنتاج اليومية للبطاقات الذهبية وخصوصاً عمليات التشخيص عبر الشريحة المربوطة بكل حساب بريدي جاري، ما سينجر عنه انفراج سريع في عمليات تسليم البطاقات الذهبية

التي تأخر بعضها في الوصول إلى اصحابها خلال الشهرين الماضيين
وفضلا عن قدرات الإنتاج الكبيرة للمعدات الجديدة التي ستصل منتصف شهر أوت، فإن المؤسسة
ستجري عمليات تحديث وتحسين على المعدات القديمة المتواجدة حاليا في مركز بئر توتة، ما سيجعل
..إنتاج وتشخيص البطاقات الذهبية مضاعفا، و سيسمح بتدارك سريع للتأخر الحاصل
وحسب المصادر التي تحدثت إليها "الشروق"، فإن المعدات الجديدة المصنعة في ألمانيا ستكون رافعة
لمشروع مستقبلي صار جاهزا تقريبا لدى مؤسسة بريد الجزائر، يتعلق بجعل وجه من أوجه البطاقة
بدون إدخال البطاقة فيه ((TPE الذهبية يشتغل بلمس واجهة جهاز الدفع النهائي
وحسب مصادرنا، فإن المعدات الجديدة ستتيح تشخيص البطاقات الذهبية من خلال الشريحة التي تتوفر
(TPE) عليها، وأيضا جعل الوجه الآخر للبطاقة قابلا للتشغيل بملامسة شاشة جهاز الدفع النهائي
مشيرة إلى أن المشروع جاهز ولكن يجب التحقق من كافة العمليات، وخصوصا ما تعلق بأمن العمليات
وحسب مصادر "الشروق"، فإن بريد الجزائر ومن أجل تسليم أكبر عدد ممكن من البطاقات في انتظار
وصول المعدات الجديدة، انتهج سياسة تقوم على أساس تشخيص البطاقات التي تستعمل بشكل متكرر
بالنظر لتوفره على بيانات مفصلة للاستعمال الشخصي للبطاقة، وهو ما حدث في شهر ماي الماضي من
خلال وجود 1 مليون بطاقة معنية بالتجديد، حيث منحت الأولوية للزبائن الذين يستعملون البطاقة الذهبية
بشكل متكرر، مع تجنيد الفرق العاملة على مدار 24 ساعة وأيضا المكلفين بالصيانة
أما خلال شهر أوت، فهناك 1.2 مليون بطاقة ذهبية معنية بالتجديد، وبدخول المعدات الجديدة المصنعة
في ألمانيا، تؤكد مصادرنا، سترتفع الوتيرة أكثر، ما سيتيح استدراكا سريعا لعمليات تشخيص البطاقة
الذهبية وتسليمها لأصحابها، وعودة الوضع إلى طبيعته بحلول شهر سبتمبر المقبل